

## Investissements directs à l'étranger en provenance des pays de l'OCDE: Analyse économique des effets des accords commerciaux régionaux selon une perspective institutionnelle et de niveau de développement

---

Mankan M. Koné et Lota D. Tamini

Octobre 2015

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu une progression importante depuis deux décennies. Ils ont atteint un pic en 2007, soit 2000 milliards de US \$ ce qui représente plus de 9 fois le flux total d'IDE de l'année 1990<sup>1</sup>. Cet état de fait s'explique par la mondialisation, l'ouverture des marchés et le fait que les firmes utilisent de plus en plus les IDE comme l'une des méthodes d'internationalisation et d'accès à de nouveaux consommateurs, que ce soit en complément ou au détriment des exportations. Pourtant, cette forte augmentation des flux d'IDE n'est pas permanente, surtout ces dernières années. Ainsi, en 2008, 2009 et 2012, les IDE ont chuté respectivement de 9%, 32% et 21% comparativement au flux observé l'année précédente.

Les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) font partie des principaux investisseurs directs étrangers dans le monde. Ces pays ont investi respectivement 1066 milliards, 1303 milliards et 950 milliards de US \$ courant en 2010, 2011 et 2012 dans le monde, soit en moyenne plus de 78% des IDE totaux pour ces trois années (OCDE, 2014). En outre, une partie substantielle, soit 38% (en 2012), de ces sorties d'IDE se sont fait à destination de pays non membre de l'OCDE.

Cela nous amène à l'objectif de cette étude qui est d'étudier l'impact des accords commerciaux régionaux (ACR) sur les IDE en prenant en compte les différences d'avancée institutionnelle et de niveau de développement et des pays hôtes. L'étude de l'impact d'une variable comme les ACR sur les IDE fait appel à la littérature des effets de traitement. Il s'agira d'étudier l'effet de la signature d'un accord entre deux pays sur les flux d'IDE. Par ailleurs, étant donné que la signature d'un accord est motivée par une relation économique existante entre les pays et vise à réduire les risques encourus par les investisseurs étrangers, nous sommes en présence d'une potentielle endogénéité dont il faudrait tenir compte lors de l'analyse de l'impact des ACR sur les flux d'IDE bilatéraux

---

<sup>1</sup> Données UNCTAD (Consulté 10/06/2015)

## Brève revue de la littérature sur les déterminants des IDE

Lorsque la capacité d'absorption de nouvelles technologies par les firmes locales et l'environnement institutionnel sont favorables, les IDE permettent le développement dans le pays destinataire en agissant notamment sur la productivité et la rémunération du travail (Borensztein, De Gregorio & Lee, 1998). La littérature économique s'est donc beaucoup intéressée aux déterminants des IDE, ceux-ci revêtant un intérêt pour les décisions de politique économique.

L'attractivité d'une destination pour les investisseurs étrangers s'explique par plusieurs raisons. D'une part, nous avons des raisons économiques subdivisées en recherche de débouchés, de productivité et de ressources (Dunning, 1999). Elles concernent la taille du marché hôte, l'éloignement par rapport au pays source, la dotation en ressources naturelles, le coût de la main d'œuvre, la productivité du travail, la fiscalité, le taux d'intérêt (Billington, 1999 ; Blonigen, 2005 ; Chakrabarti, 2001). Nous avons également des facteurs institutionnelles comme l'environnement des affaires, le degré d'ouverture, la stabilité politique, une relation coloniale existante, une langue commune (Du, Lu & Tao, 2008 ; Castro & Nunes, 2013).

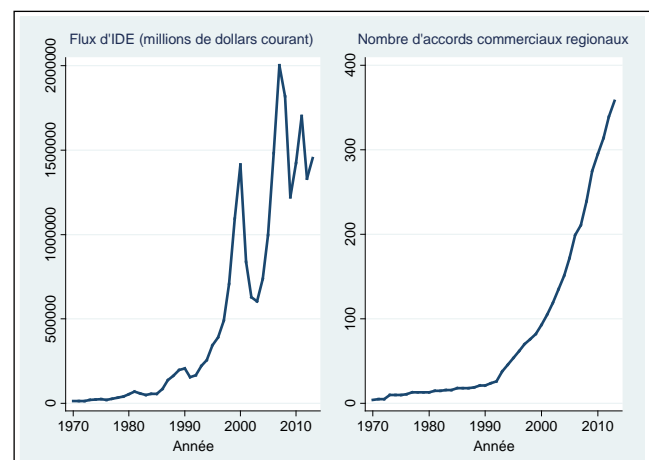
En outre, les raisons qui motivent les décisions d'investir seront sensiblement différentes en fonction du type d'IDE considéré. Par exemple, le

potentiel du marché de destination sera déterminant pour des IDE de type horizontal alors que la possibilité de bénéficier de faibles coûts de production sera considérée pour des IDE de type vertical (Kinda, 2010).

## Les accords commerciaux régionaux comme facteur de développement des IDE

Ces dernières années l'augmentation importante des flux d'IDE s'est accompagnée d'une prolifération des signatures d'accords commerciaux régionaux (ACR). Cette expansion des IDE et des ACR a réellement débuté à partir des années 1990 comme illustré sur la figure 1.

Figure 1 : Évolution des flux d'IDE et du nombre d'ACR (total monde)



Il est donc possible de penser que certaines caractéristiques institutionnelles de ces accords qui sont signés permettent d'attirer les IDE. En effet, les ACR visent une série de mesures non commerciales

comme l'établissement et l'harmonisation des normes, les mesures de sauvegarde, l'administration douanière, les règles spécifiques portant sur l'investissement (comme la protection de l'investisseur), la politique de concurrence, l'environnement de travail et des mécanismes de règlement des différends<sup>2</sup>. Par conséquent, les ACR intègrent en plus des dispositions commerciales (réduction des droits de douane), des dispositions non commerciales qui ont une plus grande portée sur les investissements que les simples accords multilatéraux traditionnels de réduction de droits de douane négociés à l'Organisation Mondiale du Commerce (Baier & Bergstrand, 2007).

En effet, les mesures d'amélioration ou même d'harmonisation juridique (droit des sociétés ou lois sur la concurrence) jouent un rôle important dans la sécurisation des flux d'investissements. Ainsi, étant donné que l'investissement est souvent long et coûteux, les ACR à travers la libéralisation des politiques intérieures permettent de réduire l'incertitude des investisseurs sur leur capacité à stabiliser et faire durer leurs activités dans le pays hôte. Les ACR permettent enfin aux gouvernements d'atteindre une plus grande crédibilité aux yeux des investisseurs eu égard des risques d'expropriation, de contrat ou de stabilité politique (Büthe & Milner, 2014).

Cela nous amène à l'objectif de cette étude qui est d'étudier l'impact des ACR sur les IDE en prenant

en compte les différences d'avancée institutionnelle et de niveau de développement et des pays hôtes. L'étude de l'impact d'une variable comme les ACR sur les IDE fait appel à la littérature des effets de traitement. Il s'agira d'étudier l'effet de la signature d'un accord entre deux pays sur leur flux observé d'IDE bilatéraux. Par ailleurs, étant donné que la signature d'un accord est motivée par une relation économique existante entre les pays et vise à réduire les risques encourus par les investisseurs étrangers, nous sommes en présence d'une potentielle endogénéité dont il faudrait tenir compte lors de l'analyse de l'impact des ACR sur les flux d'IDE bilatéraux.

## La corruption comme frein aux investissements directs étrangers

La corruption regroupe tout un ensemble de facteurs à savoir les contraintes administratives, les obstacles à la création d'une entreprise et les problèmes d'égalité dans le traitement des personnes. La corruption représente ainsi un risque pour l'investisseur, se traduisant par un coût supplémentaire qu'il doit supporter pour faire ses affaires (Castro & Nunes, 2013). Les données indiquent que les flux d'IDE entrants dans les pays à faible niveau de corruption (IPC<sup>3</sup> compris entre 7 et 10) ont connu, de loin, la croissance la plus forte (multipliés par 7 entre 2000 et 2013)<sup>4</sup>. Alors que les

<sup>2</sup> Cf. [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/region\\_f/scope\\_rta\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/scope_rta_f.htm) (Consulté 10/06/2015)

<sup>3</sup> Indice de Perception de Corruption calculé par Transparency International

<sup>4</sup> Données UNCTAD (Consulté 10/06/2015)

IDE dans les économies moyennement corrompus (IPC compris entre 6,9 et 3) ou fortement corrompus (IPC inférieur à 2,9) ont connu une évolution relativement stable. Les problèmes institutionnels, comme la corruption, sont un frein à la prolifération des investissements même si certains pays parmi les plus corrompus attirent les IDE, notamment la Chine ou le Brésil. Par ailleurs, les flux d'IDE dans les pays à niveau de corruption moyen et élevé restent les plus élevés. Cela justifie que nous prenons en compte la corruption comme déterminant des IDE en contrôlant les autres facteurs.

## Le niveau de développement et les investissements directs étrangers

L'impact des IDE sur la croissance économique de l'économie hôte est très bien documenté dans la littérature. Toutefois, il peut aussi exister un lien entre le niveau de développement et les IDE permettant à un pays donné de rassembler les conditions nécessaires pour attirer les investisseurs. En effet, des différences notables dans l'évolution des flux d'IDE en fonction du niveau de développement du pays hôte existent. Par exemple, les pays développés auront tendance à avoir un système financier facilitant l'accès au crédit et les transactions en capital. Tandis que, les dotations naturelles seront un facteur en faveur du développement des IDE dans les pays émergents et en voie de développement. Les données révèlent que les baisses des IDE entrants dans le monde de 2008, 2009 et 2012 étaient principalement dues à une réduction importante des IDE entrants dans les

pays développés, -21% pour 2008, -40% pour 2009 et -41% en 2012. Alors que les IDE dans les pays en développement connaissaient une augmentation de 13% en 2008 et restaient relativement stables en 2012. Enfin, les IDE entrants dans les pays en développement ont connu des progressions importantes depuis deux décennies, passant de 30% du total des IDE en 2000 à plus de 50% en 2013<sup>5</sup>.

## Approche méthodologique et données

---

Notre approche se base sur la littérature des modèles de gravité (Anderson & van Wincoop, 2003). L'approche retenue corrige (i) pour l'endogénéité des ACR et (ii) le biais de sélection et notamment les valeurs nulles d'IDE (Heckman, 1979).

En premier lieu, on commence l'estimation en suivant les trois étapes de Wooldridge (2002). La première étape est un modèle probabiliste (probit) sur notre variable endogène (les ACR). La deuxième étape consiste à calculer les prédictions issues du modèle qui serviront de variables instrumentales pour corriger l'endogénéité des accords commerciaux. La dernière étape estime un modèle probabiliste sur les IDE. Enfin, en second lieu, on estime le modèle de gravité standard à l'aide des prédictions du précédent modèle.

---

<sup>5</sup> Données UNCTAD (Consulté 10/06/2015)

Notre panel de données s'étend sur la période 1996-2011 et comprend 162 pays de destination des IDE en provenance des pays membres de l'OCDE. Le panel a été construit à partir des données de l'OCDE, du Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), de Transparency International, du World Investment Indicators de la Banque Mondiale, et du World Governance Indicators.

## Principaux résultats

---

Tous les coefficients estimés ont le signe espéré et prédit par la littérature. Ils sont tous statistiquement significatifs au seuil de 1%, à l'exception de la variable « revenu intermédiaire faible ».

## Les accords commerciaux régionaux réduisent le risque et accroissent les IDE

Comme prédit, les ACR ont un effet positif sur les IDE. L'effet moyen de traitement (EMT) est de 0,74 en contrôlant pour le niveau de développement et 0,60 en contrôlant pour la classe de corruption. Ce qui signifie que l'effet moyen de traitement se situe entre ces deux bornes. Ce résultat est similaire à celui obtenu par Baier & Bergstrand (2007) qui trouvent que l'effet moyen de traitement doit se situer entre 0,61 et 0,76. Cela signifie que signer un ACR augmenteraient les IDE

de 95%<sup>6</sup> en moyenne selon nos estimations (effet de traitement de 0,67). Toute chose étant égale par ailleurs et sur l'ensemble de notre échantillon, la signature d'un ACR a un effet positif sur les IDE. Les ACR permettent donc de réduire le risque encouru par les investisseurs et sont vus par ces derniers comme une sécurisation de leur investissements grâce aux dispositions mises en œuvre par ces accords et discutées plus haut.

Dans ce qui suit, nous évaluons l'effet du traitement des ACR sur notre échantillon en fonction du niveau de développement et de la classe de corruption du pays hôte.

## La relation entre les IDE et la corruption est négative

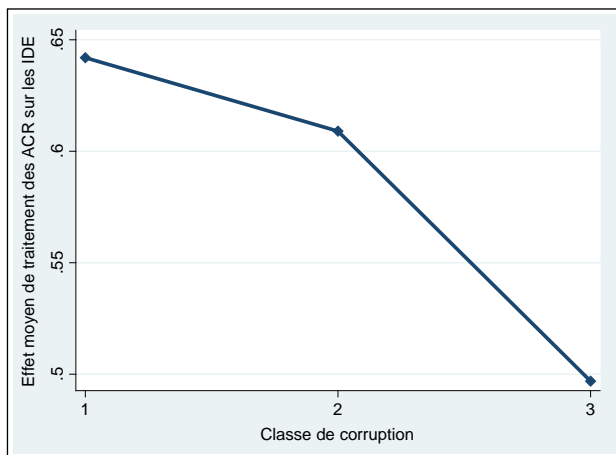
En contrôlant pour les autres déterminants comme la taille des économies ou la distance, les IDE sont négativement influencés par la corruption. Comparativement à un pays faiblement corrompus, être un pays à niveau de corruption moyen ou élevée baisse les IDE de 50% et de 66% respectivement. Ainsi, l'effet de la corruption sur les IDE d'un pays fortement corrompus relativement à un pays faiblement corrompus est plus important que l'effet d'un pays à niveau de corruption moyen par rapport à un pays faiblement corrompus. Ainsi, les politiques mises en œuvre pour assainir le climat des affaires des pays hôtes permettent de recevoir plus d'investissements.

---

<sup>6</sup>  $(\text{Exponentielle}(0,67) - 1) * 100$

Toutefois, il y a d'autres facteurs à considérer. En particulier, Tembe & Xu (2012) notent que l'important retour sur investissement, l'ouverture commerciale ou le développement des infrastructures jouent un rôle important.

Figure 2 : Effets moyens de traitement des ACR sur les IDE en fonction de la classe de corruption



1=Corruption faible 2=Corruption moyen 3=Corruption élevé

La figure 2 ci-dessus confirme notre hypothèse que l'effet des ACR sur les IDE dépend du niveau de corruption. De plus, cet effet est décroissant à mesure que la corruption est élevée. Lorsque le niveau de corruption est faible, l'effet moyen de traitement des ACR est de 0,64 (effet marginal de 89%). L'effet moyen de traitement est de 0,60 (effet marginal de 82%) lorsque le niveau de corruption est moyen. Et, l'effet moyen de traitement est de 0,49 (effet marginal de 63%) pour un niveau de corruption élevé.

## La relation entre le niveau de développement et les IDE est en forme de U

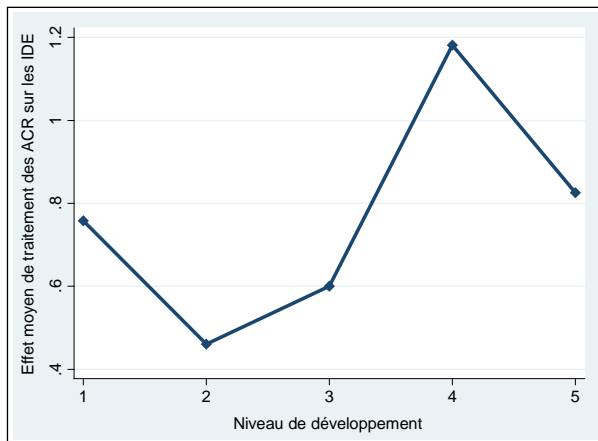
En contrôlant pour les autres facteurs influençant la décision des investisseurs, les pays à revenu faible sont moins attractifs relativement aux pays appartenant aux autres catégories de revenu. Selon nos résultats, un pays à revenu intermédiaire élevé attire deux fois plus d'IDE comparativement à un pays à revenu faible. Les pays à revenu intermédiaire élevé et les pays riches en général attirent une grande partie des investissements de l'OCDE. Les pays émergents comme la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud, parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, sont donc performants pour attirer les IDE.

La relation présentée sur la figure 3 ci-dessous nous permet une nouvelle fois de tester notre hypothèse. L'effet moyen de traitement en fonction du niveau de développement est d'abord décroissant pour les niveaux de revenu faible puis devient croissant jusqu'aux niveaux de revenu élevé non membres de l'OCDE et redevient décroissant pour les niveaux de revenu élevé membres de l'OCDE. L'effet moyen de traitement est de 0,75<sup>7</sup> pour les pays à revenu faible (effet marginal de 110%), 0,46 pour les pays à revenu intermédiaire faible (effet marginal de 58%), 0,60 pour les pays à revenu intermédiaire élevé (effet marginal de 82%), 1,18 pour les pays à revenu

<sup>7</sup> Non significatif

élevé non membres de l'OCDE (effet marginal de 225%) et 0,82 pour les pays à revenu élevé membres de l'OCDE (effet marginal de 127%).

Figure 3 : Effets moyens de traitement des ACR sur les IDE en fonction du niveau de développement



1=Revenu faible 2=Revenu intermédiaire faible 3=Revenu intermédiaire élevé 4=Revenu élevé non membre OCDE 5=Revenu élevé membre OCDE

## Conclusion

Cette analyse de l'effet des ACR sur les IDE, faite selon le niveau de développement et de corruption des pays destinataires, nous a permis d'avoir une nouvelle appréciation des flux d'IDE. Notre approche est robuste car elle tient compte de l'observation de flux nuls d'IDE entre pays mais aussi de l'endogénéité des ACR dans les modèles qui expliquent les IDE. Elle confirme le fait que les perspectives institutionnelles et le niveau de développement doivent être prises en compte lors de l'analyse des effets des accords commerciaux

régionaux sur les investissements directs étrangers et dans la formulation des politiques de promotion des investissements. L'étude nous a aussi permis de mieux comprendre la problématique de diffusion des flux d'investissement des pays membres de l'OCDE vers les différentes régions.

## Bibliographie

- Anderson, J.E., & Van Wincoop, E. (2001). Gravity with gravitas: a solution to the border puzzle (No. w8079). National bureau of economic research.
- Baier, S.L., & Bergstrand, J.H. (2007). Do free trade agreements actually increase members' international trade?. *Journal of international Economics*, 71(1), 72-95.
- Billington, N. (1999). The location of foreign direct investment: an empirical analysis. *Applied economics*, 31(1), 65-76.
- Blonigen, B.A. (2005). A review of the empirical literature on FDI determinants. *Atlantic Economic Journal*, 33(4), 383-403.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J.W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth?. *Journal of international Economics*, 45(1), 115-135.
- Büthe, T., & Milner, H.V. (2014). Foreign direct investment and institutional diversity in trade agreements: credibility, commitment, and economic flows in the developing world, 1971-2007. *World Politics*, 66(01), 88-122.
- Castro, C., & Nunes, P. (2013). Does corruption inhibit foreign Direct investment?. *Política. Revista de Ciencia Política*, 51(1), pp-61.
- Chakrabarti, A. (2001). The determinants of foreign direct investments: Sensitivity analyses of cross-country regressions. *Kyklos*, 54(1), 89-114.
- Du, J., Lu, Y., & Tao, Z. (2008). Economic institutions and FDI location choice: Evidence from US multinationals in China. *Journal of comparative Economics*, 36(3), 412-429.
- Dunning, J.H. (1999). Trade, location of economic activity and the multinational enterprise: a search for an eclectic approach. PJ Buckley & P. Ghauri. *The internationalization of the firm*, 61-79.
- Heckman, J.J. (1979). Sample selection biases as specification error. *Econometrica*, 47(1), 55-161.
- Kinda, T. (2010). Investment climate and FDI in developing countries: firm-level evidence. *World development*, 38(4), 498-513.
- Medvedev, D. (2012). Beyond trade: The impact of preferential trade agreements on FDI inflows, *World development*, 40(1), 49-61.
- OCDE. (2014). *Statistiques de l'OCDE sur l'investissement direct international*.
- Tembe, P.E., & Xu, K. (2012). Attracting foreign direct investment in developing countries: Determinants and policies-A comparative study between Mozambique and China. *International Journal of Financial Research*, 3(4), p69.
- Wooldridge, J. (2002). *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. MIT Press.



## Les auteurs

Mankan M. Koné, Étudiant au doctorat en agroéconomie, et Centre de recherche et économie de l'environnement, de l'agroalimentaire, des transports et de l'énergie (CREATE), Université Laval. [Mankan.Kone.1@ulaval.ca](mailto:Mankan.Kone.1@ulaval.ca).

Lota D. Tamini, Professeur agrégé, Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation, Centre d'études pluridisciplinaire en commerce et investissement internationaux (CEPCI) et CREATE, Université Laval. [Lota.Tamini@eac.ulaval.ca](mailto:Lota.Tamini@eac.ulaval.ca).